SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2019

L'an deux mil dix-neuf, le 16 décembre à 20h30, le Conseil municipal de la commune de VALLORCINE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Monsieur Jérémy VALLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 12 décembre 2019

➤ **ETAIENT PRESENTS :** Monsieur Gérard BURNET, Madame Mandy LAYCOCK, Mr Lionel BERGUERAND, M Jean-François DESHAYES, Madame Josette BERGUERAND, Mr Julien JEAN, MR XAVIER PAQUET

ABSENT EXCUSÉS: Mme Stéphanie KASEVA,

➤ **SECRETAIRE :** Madame Mandy LAYCOCK

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE

Monsieur le maire demande si le compte-rendu de la séance du 18 octobre 2019 suscite des remarques.

Aucune observation n'étant formulée, le compte-rendu de la séance du 18 octobre 2019 est approuvé à l'unanimité.

Convention logement saisonnier

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune aurait dû établir une convention avec l'Etat concernant le logement saisonnier avant le 28 décembre 2019.

Toutefois la compétence étant intercommunale, il a été convenu avec les communes membres de réaliser cette convention à l'échelle de l'intercommunalité.

DELIBERATIONS

- **n°19/08/01 DETR – Sécurisation du cheminement piéton le long de la RD1506 et du carrefour du Couteray**

Monsieur le Maire rappelle les difficultés rencontrées le long de la RD1506 concernant le cheminement piéton et la dangerosité du carrefour du Couteray.

Il rappelle aussi que lors des permanences ouvertes à la population, nombre de citoyens de Vallorcine ont fait part de leur mécontentement et crainte quant au trafic présent sur cet axe international en sans cesse augmentation.

Fort de ce constat, Mr le Maire rappelle les réflexions d'aménagement prévus sur les secteurs du Nant et du Couteray, permettant des cheminements sécurisés, été comme hiver, en direction de la gare du Buet

Aussi, il est rappelé que la commune, au titre du programme TEPOS, bénéficie d'une subvention pour la réalisation de ces travaux prévus en 2019. Face au retard dans la réalisation dû à un marché infructueux, une demande de prolongement a été déposée et acceptée pour permettre la réalisation des deux passerelles, et ce dès le début de l'année 2020 ; le retour des offres concernant ces passerelles est prévu le 17.01.2020.

Les cheminements piétons seront eux réalisés dans une deuxième phase en 2021.

Par conséquent, considérant les capacités d'investissement de la commune et afin de rendre l'ensemble de ce projet réalisable dans les délais impartis, il convient de déposer une demande de subvention dans le cadre de la **Dotat**ion d'Equipement des Territoires Ruraux.

Principaux postes de dépenses	Montant HT
<u>Dépenses d'investissement</u>	
<i>Mo + TRAVAUX</i>	<i>1 229 470.00</i>
TOTAL	1 229 470.00

RECETTES

Ressources (origine du financement)	Type d'aide	Montant HT	taux	
ETAT	DETR	500 000€	41%	Demande En cours
tepos		186 628€	16%	09/12/2016
Amende de Police Conseil Général		47 100€	4%	Subvention versée en 2019
TOTAL des subventions publiques HT		733 728€	61%	
Autofinancement		495 742€	39%	
TOTAL GENERAL		1 229 470€	100%	

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal
- autorise le Maire à déposer un dossier de demande de subvention pour la DETR 2019,

- **n°19/08/02 RIFSEEP – Régime indemnitaire tenant compte des fonctions sujétions expertises et engagement professionnel**

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

VU les arrêtés

- du 20 mai 2014 pour les corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État,
- du 19 mars 2015 pour les corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État,
- du 28 avril 2015 pour les corps d'adjoints techniques des administrations de l'État,
- du 3 juin 2015 pour le corps interministériel des attachés d'administration,
- du 3 juin 2015 pour le corps des assistants de service social des administrations,
- du 3 juin 2015 pour le corps des conseillers techniques de service social des administrations,
- du 29 juin 2015 pour le corps des administrateurs civils,
- du 27 août 2015 (arrêté qui détaille les règles de cumul entre l'IFSE et les autres primes),
- du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- du 17 décembre 2015 pris pour l'application du RIFSEEP au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer,
- du 17 décembre 2015 pris pour l'application du RIFSEEP aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat,
- du 18 décembre 2015 pris pour l'application du RIFSEEP au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer,
- du 22 décembre 2015 portant application du RIFSEEP au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat,
- du 31 mai 2016 portant application du RIFSEEP aux corps des infirmiers de catégorie A et B,
- du 27 décembre 2016 portant application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, modifié,
- du 30 décembre 2016 portant application du RIFSEEP au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage,
- du 16 juin 2017 (Journal officiel du 12 août 2017) portant application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer,
- du 14 mai 2018 portant application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques (attachés de conservation du patrimoine ; bibliothécaires territoriaux ; assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques),
- du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique,
- du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (Ingénieurs en chef).
- Circulaire du 5 décembre 2014 du Ministère de la décentralisation et de la Fonction

Publique et du Ministère des finances et des comptes publics, relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

- Circulaire du 3 avril 2017 du Ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et du Ministère de l'économie et des finances.

VU l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié,

VU l'avis du Comité technique en date du 26/11/2019

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale, pour certains cadres d'emplois.

Il se compose :

- ✓ d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE),
- ✓ d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- ✓ prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,
- ✓ procéder à une répartition des fonctions par niveaux selon les responsabilités liées au poste.
- ✓ Déterminer les critères professionnels qui permettent de conduire à la répartition selon :
 - Les fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de concertation,
 - La technicité, l'expertise, l'expérience ou la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions.
 - Les sujétions particulières ou le degré d'exposition du poste au regard de l'environnement professionnel.
- ✓ Prendre en compte l'expérience et la valeur professionnelle de chaque agent et leur manière de servir.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

I. Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour les corps de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois suivants : administrateurs, attachés, secrétaires de mairie, rédacteurs, ETAPS, animateurs, assistants socio-éducatifs, conseillers socio-éducatifs, adjoints administratifs, agents sociaux, ATSEM, adjoints d'animation, opérateurs des APS, adjoints techniques et agents de maîtrise, adjoints du patrimoine, attachés de conservation du patrimoine, bibliothécaires, assistants de conservation du patrimoine, médecins et ingénieurs en chef.

L'IFSE pourra être versés aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public occupant des emplois similaires à ceux des fonctionnaires territoriaux concernés dans la mesure où leur contrat d'engagement le prévoira expressément. Les contractuels saisonniers pourront également en bénéficier dans la mesure où les postes occupés présentent des qualifications indispensables et où leur contrat d'engagement le prévoira expressément. Le CIA pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les contractuels de droit public.

Il est proposé de mettre en œuvre l'IFSE et le CIA, à compter du 1er janvier 2020, et ce pour

l'ensemble des cadres d'emplois concernés par la collectivité.

II. Montants de référence

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base, modulable dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis, ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés, tel que suit.

A. Cadre d'emplois des rédacteurs

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions*
1	<i>Secrétaire de Mairie</i>
2	<i>Agent relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure au grade détenu, responsable de service</i>

Il est proposé que les montants de référence pour le cadre d'emplois des rédacteurs soient fixés à :

Cadres d'emplois	Groupes	Montants annuels maximum*	
		IFSE	CIA
<i>Rédacteurs</i>	1	17 480	2380
<i>Agent relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure au grade détenu</i>	2	11 340	1260

C. Cadre d'emplois des adjoints administratifs, des adjoints territoriaux d'animation, des adjoints techniques, des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions*
1	<i>- Adjoint au responsable des services techniques</i>
2	<i>- Assistant de la secrétaire de Mairie - Responsable des animations - Adjoint technique - ATSEM - Agent relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure au grade détenu</i>
3	<i>- Agent d'accueil - Agent d'animation - Agent d'entretien - Autres emplois non répertoriés en groupe 1 ou 2</i>

Il est proposé que les montants de référence pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs soient fixés à :

Cadres d'emplois	Groupes	Montants annuels maximum*	
		IFSE	CIA
<i>Adjoints administratifs</i>	1	11340	1260
	2	10800	1200
	3	10000	1100

Cadres d'emplois	Groupes	Montants annuels maximum	
		IFSE	CIA
<i>Agent d'animation Agent social</i>	2	10800	1200

Cadres d'emplois	Groupes	Montants annuels maximum*	
		IFSE	CIA
<i>Adjoints techniques</i>	1	11340	1260
	2	10800	1200
	3	10000	1100

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

III. Critères de modulation

A. Part fonctionnelle (IFSE)

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- ✓ en cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- ✓ en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- ✓ au moins tous les 4 ans en fonction de **l'expérience acquise par l'agent**.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

B. Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA)

La part variable CIA sera versée à titre exceptionnel au vu des résultats de l'entretien professionnel des agents. La part variable (CIA) ne peut excéder 20 % du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP.

Les attributions individuelles du CIA seront fixées à partir du groupe de fonctions et selon la valeur professionnelle et l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le CIA pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les contractuels de droits publics dans les catégories supérieures ou égales à C2 ayant des qualifications particulières ou d'encadrement.

C. Cumuls possible

L'I.F.S.E. et le C.I.A sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature. Il est à noter que les cadres d'emplois pour lesquels les décrets ne sont pas parus

conservent leurs régimes indemnitaires.

Les critères sus-énumérés (IFSE et CIA) se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par Monsieur le Maire.

La **périodicité** des versements sera effectuée comme suit : l'IFSE mensuellement et le CIA semestriellement.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les avantages collectivement acquis
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnités horaires pour travail normal de nuit, pour travail dominical régulier, pour travail du dimanche et jours fériés...),
- l'indemnité de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.
- La nouvelle bonification indiciaire (NBI)

IV. Modalités de retenue ou de suppression de l'IFSE pour absence

L'IFSE est maintenue pendant :

- ✓ les congés annuels, JRTT, repos compensateurs, autorisations d'absence régulièrement accordées,
- ✓ les congés de maladie ordinaire : dans ce cas, les primes sont maintenues en intégralité pendant les périodes de plein traitement et réduit de moitié pendant les périodes à demi-traitement,
- ✓ les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle,
- ✓ les congés de maternité ou pour adoption et les congés de paternité.

L'IFSE est suspendue pendant :

- ✓ les congés de longue maladie et de longue durée pour les fonctionnaires,
- ✓ les congés de grave maladie pour agents relevant du régime général (IRCANTEC).

Néanmoins, l'IFSE versée à l'agent pendant une période de congé de maladie ordinaire transformée de façon rétroactive en congé de longue maladie, de longue durée, ou de grave maladie, demeure acquise.

Concernant les temps partiels thérapeutiques : si ces derniers sont imputables au service, l'IFSE ne sera pas proratisé. En revanche, si ces derniers ne sont pas imputables au service : l'IFSE sera proratisé au temps de travail.

V. Le maintien du montant du régime antérieur à titre individuel

Le décret prévoit qu'il est possible de maintenir le niveau indemnitaire mensuel perçu antérieurement par l'agent dans le nouveau régime indemnitaire, au titre de l'IFSE.

Ce niveau doit être maintenu jusqu'à ce que le fonctionnaire change de poste. Si le montant de l'indemnité correspondant au nouveau poste s'avérait inférieur au montant qui lui était maintenu, le régime indemnitaire de l'agent pourrait diminuer.

Il est proposé d'appliquer cette règle du maintien du régime indemnitaire antérieur dans la collectivité.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée délibérante décide :

Article 1er

Instaure à compter du 01/01/2020 une indemnité de fonctions, de sujétions, d'expertise (IFSE) ainsi qu'un complément indemnitaire semestriel (CIA) selon les modalités définies ci-dessus.

Article 2

Autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de ces deux parts dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 3

De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire.

➤ n°19/08/03 Contrat Ambition Région – Aménagement du site de départ été/hiver du Vallon de Bérard

Le secteur dit du « Buet » est un secteur hautement touristique sur la commune de Vallorcine ; traversé par la RD 1506, il est sur route du Tour du Mont-Blanc et donc très fréquenté.

Ce hameau regroupe un hôtel, un restaurant, un centre de vacances, une gare SNCF (Il est à noter que le transport public est gratuit au sein de la CCVCMB), et une zone de stationnement gratuit d'environ 150 places.

Le projet consiste donc en l'implantation de toilettes publiques, d'un point d'accueil avec la présence d'un agent (en période touristique uniquement), d'une zone de stationnement surveillée, d'une signalisation adéquate, de bornes de recharge pour véhicules électriques (déjà installée), d'un système de vidange/remplissage de camping-car, ainsi qu'une amélioration des cheminements et de la signalisation.

Aujourd'hui, un bureau d'étude travaille sur la sécurisation des cheminements, un autre sur la modernisation du domaine skiable, et un architecte sur l'implantation des différents bâtiments et réseaux nécessaires à l'amélioration de l'accueil de ce vallon de Bérard.

Le CAR ayant été sollicité pour aider à l'amélioration de l'entrée du site du vallon de Bérard, il concerne la mission entreprise par l'architecte et ainsi que la réalisation des travaux.

Suite à cela, monsieur le Maire propose de déposer une demande de subvention dans le cadre du **Contrat Ambition Région**.

Principaux postes de dépenses	Montant HT
<u>Dépenses d'investissement</u>	
<i>Mo + TRAVAUX</i>	<i>105 840.00</i>
TOTAL	105 840.00

RECETTES

Ressources (origine du financement)	Type d'aide	Montant HT	taux	
ETAT				
C.A.R. Région Rhône Alpes		32 500.00	30%	En cours

CDAS Département 74	25 000.00	24%	En cours
Conseil Général			
TOTAL des subventions publiques HT	57 500.00€	54%	
Autofinancement	48 340.00€	46%	
TOTAL GENERAL	105 840.00€	100%	

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal
- autorise le Maire à déposer un dossier de demande de subvention dans le cadre du Contrat Ambition Région,

➤ n°19/08/04 Règlement Local de Publicité Intercommunal

1° - Contexte réglementaire et Communautaire

Il est précisé que la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ainsi que le décret du 30 janvier 2012 ont profondément réformé la réglementation relative à la publicité extérieure, aux enseignes et aux-pré-enseignes. Cette réglementation poursuit un objectif de protection du cadre de vie tout en cherchant une adéquation avec le respect de la liberté d'expression et les réalités économiques de la liberté du commerce et de l'industrie.

Cette réglementation Nationale codifiée dans le code de l'Environnement peut être adaptée au niveau local, dans un sens plus restrictif, par un règlement local de publicité, qui peut s'appliquer sur tout ou partie d'un territoire donné.

Il est par ailleurs précisé que la Communauté de Communes est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale depuis mars 2017, entraînant en parallèle transfert de compétence pour ce qui concerne le Règlement Local de Publicité (RLP).

Sur les 4 Communes qui compose la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, seule Chamonix dispose d'un Règlement Local de Publicité, permettant ainsi à la Commune d'instruire et de délivrer les demandes d'enseigne ainsi que de faire respecter la réglementation locale par l'exercice des pouvoirs de police du Maire.

Les 3 autres Communes Vallorcine, Les Houches et Servoz sont soumises aux dispositions du règlement national, le pouvoir de police revenant au Préfet, tout comme les demandes d'autorisations.

Ainsi, la Commune de Chamonix, dotée d'un RLP antérieur à la loi ENL de 2010 dit de première génération, a décidé lors du Conseil Communautaire du 25 juin 2019 de lancer la révision allégée de son RLP afin notamment de l'adapter à la nouvelle législation et d'éviter sa caducité.

Lors de la réalisation de l'étude préalable à la révision du RLP de Chamonix et/ou à l'élaboration d'un RLPi, a été établie un diagnostic des enseignes et publicités dans la vallée.

Parmi les conclusions apportées par cette étude, ont été soulignés:

- le faible impact des publicités et pré-enseignes,
- la nécessaire harmonisation des enseignes afin de garantir les perspectives paysagères sur les espaces urbains et le grand paysage, et de présenter une cohérence de traitement sur l'ensemble du territoire, notamment au vu de la démarche en cours concernant la candidature du Massif du Mont-Blanc au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre du Paysage culturel.

Aussi pour assurer le respect de cet enjeu majeur à l'échelle de la vallée, il est souhaité que la Communauté se dote d'un véritable outil de planification locale de publicité qui participe à une vision stratégique du territoire visant au respect du cadre de vie, à la préservation du paysage et patrimoine architectural, tout en respectant la liberté d'expression et le commerce et l'industrie qui s'exercent sur le territoire.

Il convient de préciser que ce règlement peut adapter les règles nationales sur une partie seulement du territoire communautaire et maintenir en revanche l'application des règles nationales sur le reste du territoire dès lors que celles-ci répondent aux enjeux locaux. Dans ces deux cas le pouvoir de police sera transféré au Maire du territoire concerné (et non au président ou au Préfet).

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L 581-14-1 du code de l'environnement, le Règlement Local de Publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au titre V du livre 1er du code de l'urbanisme

Ce document comprend :

- un rapport de présentation qui s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et les objectifs en matière de publicité et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs,
- une partie réglementaire,
- les annexes (cartographie, limite d'agglomération...)

2° - Enjeux et Objectifs poursuivis :

Le règlement local de publicité devra adapter la réglementation nationale au territoire, dans la variété de ses composantes tout en assurant une harmonisation de ces différents dispositifs.

Il devra tenir compte de l'évolution du cadre législatif suite à la loi du 12 juillet 2010, dite Grenelle II et loi du 07 juillet 2016 relative à l'Architecture, prendre en compte les exigences environnementales en intégrant les évolutions urbaines observées sur le territoire de la Communauté.

Ce document tendra à planifier la publicité et les enseignes en assurant un équilibre entre la liberté de l'activité du commerce et de l'industrie et la protection du cadre de vie.

Le règlement local de publicité intercommunal (RPLi) poursuivra donc les objectifs suivants :

- protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural de la Vallée Chamonix-Mont-Blanc, tout en respectant et mettant en avant les spécificités de chaque agglomération,
- préserver les perspectives paysagères sur les espaces urbains et le grand paysage, compte tenu des forts enjeux paysagers et touristiques de la Vallée :

- identifier et traiter de façon coordonnée les axes structurants traversant le territoire communautaire, en matière de publicité et pré-enseigne,
- limiter l'impact des dispositifs publicitaires d'une façon générale et plus particulièrement dans les centres villes et centres bourgs,
- garantir la cohérence globale des enseignes, selon un respect et une identification aux caractéristiques du territoire dans lequel elles s'inscrivent, et traiter de manière coordonnée les secteurs du territoire présentant des caractéristiques identiques,
- proposer la mise en place de dispositifs appropriés afin de contribuer à la sauvegarde de la diversité et du dynamisme du tissu commercial du territoire et notamment du commerce de proximité,
- anticiper le traitement des secteurs en développement tels que les zones d'activités économiques (Vigie, secteur des Iles, ...), ou touristiques,
- intégrer dans le futur RLPi l'évolution des dispositifs utilisés en matière de publicité,
- intégrer les exigences environnementales sur le territoire et prendre en compte celles en matière de développement durable en adoptant des règles d'extinction nocturne des publicités, pré-enseignes et enseignes lumineuses.

3° - Modalités de la Collaboration entre Communes:

Cette procédure est menée à l'échelle de la Communauté de Communes, en collaboration avec les 4 Communes membres.

Les modalités de cette collaboration seront présentées lors d'une conférence réunissant l'ensemble des Maires des communes membres.

Les modalités de la collaboration pourront être les suivantes :

- Mise en place d'un Comité de Pilotage (COPIL) du RLPi, qui coordonne le projet et est composé du Président ou son représentant, des Maires des Communes et des élus délégués au Tourisme, au Territoire/Innovation, et à l'Emploi. Il a vocation à se réunir à chaque étape de la procédure et à chaque fois qu'il est jugé nécessaire,
- Conférence des Maires telle que prévue par le code de l'Urbanisme, à savoir pour définir les modalités de la collaboration avec les communes membres (article L153-8 du CU), et avant l'approbation du RLPi pour examiner les avis, observations du public et le rapport du commissaire enquêteur (article L153-21 du CU),
- Les Conseils Municipaux, selon la charte de gouvernance signée le 27 juin 2017 et en respect des dispositions du code de l'urbanisme, seront appelés à statuer à chaque grande étape de cette procédure pour avis préalable, à savoir lors de la phase de la prescription de l'élaboration, du débat sur les orientations générales du projet de RLPi (débat au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de RLPi), lors de la phase arrêt du projet et lors de son approbation,
- Mise en place d'un Comité technique (COTECH) du RLPi afin de conduire techniquement et administrativement le projet. Il est composé de techniciens de la Communauté de Communes, accompagné du prestataire en charge des études sur le RLPi et de quelques élus référents sur le sujet (communautaire ou communaux).

4° - Modalités de la Concertation avec le public et les acteurs locaux :

En vertu des dispositions de l'article L103-2 du code de l'urbanisme « *font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :*

1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;(..) » ;

Ainsi la concertation associera le plus largement possible les habitants, les associations de commerçants et également les représentants des afficheurs, des enseignants, les utilisateurs des supports publicitaires (commerçants, ...) et les associations locales de protection de l'environnement et des paysages.

Ainsi, pendant toute la durée de la procédure, les modalités suivantes seront prévues :

- un registre de concertation destiné à recueillir les observations du public consultable au service DDDT (Direction du Développement Durable du Territoire) de la Communauté de Communes, aux heures et jours habituels d'ouverture.
- possibilité de s'exprimer par courrier à l'attention de monsieur le Président de la CCVCMB – 171 place du triangle de l'amitié – BP 91- 74 400 Chamonix-Mont-Blanc – en précisant « concertation préalable RLPi »
- une page internet, sur le site de la Communauté de Communes comportera l'ensemble des documents disponibles permettant au public de s'approprier le projet, de prendre connaissance des étapes de la procédure et de son calendrier ...
- information à chaque étape de la procédure, par le biais de tout support jugé adéquat : presse locale, réseaux sociaux, affichage, ..
- organisation d'une réunion de travail en présence des commerçants, artisans, autres professionnels concernés et associations locales pour échanger sur les orientations du projet,
- organisation de 2 réunions publiques, une en phase diagnostic, enjeux et orientations générales, une en phase de traduction réglementaire.

Aussi, au vu de ces éléments, **le Conseil Municipal est informé** que ce sujet sera examiné lors du Conseil Communautaire du 17 décembre 2019.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal prend acte de ces éléments,

➤ **n°19/08/05 Syane – Travaux de gros entretien reconstruction – programme 2020**

Le Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie envisage de réaliser, dans le cadre de son programme 2020, l'ensemble des travaux relatifs à l'opération **Travaux de Gros Entretien reconstruction – Programme 2020** figurant sur le tableau en annexe :

- D'un montant global estimé à : 33 981.00€
- Avec une participation financière communale s'élevant à : 15 058.00€
- Et des frais généraux s'élevant à : 1 020.00€

Afin de permettre au Syndicat de lancer la procédure de réalisation de l'opération, il convient que la commune de Vallorcine :

- Approuve le plan de financement des opérations figurant en annexe, et notamment la répartition financière proposée,
- S'engage à verser au Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie sa participation financière à cette opération.

Le conseil municipal, entendu l'exposé de monsieur le Maire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le plan de financement exposé ci-dessus
- **S'engage** à verser au Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie 80% du montant des frais généraux (3% du montant TTC) des travaux et des honoraires divers, soit **816€** sous forme de fonds propres après la réception par le Syane

de la première facture de travaux. Le solde sera régularisé lors de l'émission du décompte final de l'opération.

S'engage à verser au Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie, sous forme de fonds propres, la participation (hors frais généraux) à la charge de la Commune. Le règlement de cette participation interviendra après la réception par le Syane de la première facture de travaux, à concurrence de 80% du montant prévisionnel soit : **12 046.00€**. Le solde sera régularisé lors du décompte définitif.

➤ **n°19/08/06 Constitution d'une provision pour litiges et contentieux**

La constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire dont le champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

La réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14, applicable depuis le 1^{er} janvier 2006, a modifié le régime des provisions.

Les provisions pour litiges et contentieux revêtent un caractère obligatoire. Elles sont constituées à hauteur du montant estimé par la Commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru.

La constitution des provisions en droit commun constituent des opérations d'ordre semi-budgétaires regroupées au sein des opérations réelles. Elles sont retracées, en dépenses, au chapitre 68 « Dotations aux provisions ».

La non- budgétisation de la recette permet une mise en réserve de la dotation. Elle reste disponible pour financer la charge induite par le risque lors de la reprise de la provision.

La Commune de Vallorcine et la SARL Remontées Mécaniques de la POYA ont conclu, le 17 décembre 2015, une convention de délégation de service public portant sur l'exploitation et l'aménagement du domaine skiable de la Poya pour une durée de 15 ans arrivant à échéance le 1er décembre 2030.

La SARL Remontées Mécaniques de la POYA a, par courrier du 10 mai 2017, informé la Commune de sa décision d'abandonner définitivement l'exploitation du service public délégué.

Le 25 septembre 2017, la commune de Vallorcine a prononcé, sur le fondement de l'article 41.5 de la convention de délégation de service public portant exploitation et aménagement du domaine skiable de la POYA conclue le 17 décembre 2015 entre la Commune de Vallorcine et la SARL Remontées Mécaniques de la POYA, la déchéance dudit contrat pour manquements graves et définitifs du délégataire à l'ensemble de ses obligations contractuelles.

La commune de Vallorcine a sollicité, par une requête devant le Tribunal administratif de Grenoble, l'octroi d'une provision tendant à l'indemnisation du préjudice financier né de la déchéance du contrat, préjudice s'élevant à 103 273,88 euros. Si le juge des référés a confirmé par une ordonnance du 19 novembre 2018 l'octroi d'une provision au bénéfice de la commune, le litige est encore pendant, sur le fond, devant le même Tribunal.

Dans ce contexte, il convient de constituer une provision dans le cadre du litige qui oppose la SARL Remontées Mécaniques de la POYA et la commune de Vallorcine

Le conseil municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à :

- Constituer une provision semi-budgétaire pour litige à hauteur de 50 000€ en 2019 et 50 000€ en 2020,
- D'imputer ce montant à l'article 6875 « Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels »

➤ **19/08/07/08/09/10 Décision modificative – Budget Général**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts

D 687 : Dot. amo. prov.-Charg. exceptio.	13 000.00 €
TOTAL D 68 : Dotations aux provisions	13 000.00 €
R 7788 : Produits exceptionnels divers	13 000.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	13 000.00 €

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6061 : Fournitures non stockables		19 200.00 €
D 6068 : Autres matières & fournitures		20 000.00 €
D 615221 : Bâtiments publics		30 000.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général		69 200.00 €
D 687 : Dot. amo. prov.-Charg. exceptio.		50 000.00 €

TOTAL D 68 : Dotations aux provisions	50 000.00 €
R 7366 : Taxe remontées mécaniques	35 800.00 €
R 7381 : Taxe add. droits de mutation	83 400.00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	119 200.00 €

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 624 : Transports biens et collectifs		20 000.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général		20 000.00 €
D 739223 : FPIC Fonds national de péréquat°	20 000.00 €	
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	20 000.00 €	

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 458101 : SECURISATION RD1506		1.00 €
TOTAL D 4581 : Investissement sous mandat		1.00 €
R 458201 : SECURISATION RD 1506		1.00 €
TOTAL R 4582 : Investissement sous mandat		1.00 €

➤ **19/08/11 SDIS 74 – Convention de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires**

Monsieur le Maire donne lecture de la proposition de convention entre le SDIS et la commune de Vallorcine concernant les sapeurs-pompiers volontaires.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- Approuve les conventions proposées
- Autorise monsieur le Maire à signer les conventions.

➤ **19/08/12 ESF Vallorcine – Convention pour l'exploitation d'un Télécorde**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'obligation de conventionné avec l'Ecole de Ski Français de Vallorcine pour l'exploitation d'un télécable sur le domaine skiable de la Poya.

Il donne lecture de cette convention au conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve la convention pour l'exploitation d'un télécable sur le domaine de la Poya,
- Autorise monsieur le Maire à la signer

➤ **19/08/13 Maison NOUFFLARD – remboursement EDF**

Monsieur le Maire rappelle le legs de La maison de Mme NOUFFLARD à la commune. L'établissement de l'acte notarié ayant pris un certain temps, les factures EDF ont continué à être réglée par le Fond de donation NOUFFLARD.

Il convient donc de rembourser à ce fond la somme de 485.17 représentant les factures EDF du 18 avril 2018 au 18 avril 2019 soit 485.17€

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Autorise le remboursement des factures EDF liées à la maison NOUFFLARD au fond de donation NOUFFLARD pour un montant de 485.17,

➤ **19/08/14 Tarifs 2019-2020 – Secours sur pistes et frais d'ambulance**

Après en avoir délibéré le Conseil municipal à l'unanimité fixe les tarifs de secours sur pistes et des frais d'ambulance pour la saison 2019/2020

Secours sur pistes

Zone de front de neige et petits soins accompagnant : **69 €**

Zones rapprochées (pistes de ski alpin de fond de vallée) : **315 €**

Domaines d'altitude :

- **480 €** pour les interventions du ressort des services de sécurité mis en œuvre par l'exploitant
- **755 €** zones éloignées des domaines skiables d'altitude requérant conjonction de moyens
- **833 €** pour les interventions effectuées par les sociétés d'hélicoptères privées sur les domaines balisés.

Missions de secours nécessitant des moyens exceptionnels et notamment médicalisation (hors-pistes balisées ou sur pistes) :

- tarif compris entre **980 €** et **16 000 €**, ce tarif excluant le transport par l'hélicoptère public depuis le site d'accident jusqu'au lieu de médicalisation ou de prise en charge par l'ambulance ;

Tarifs des secours sur pistes de ski de fond : 303€

Etant précisé qu'un **forfait de 6 €** couvrant les frais de gestion des dossiers est retenu sur le tarif relatif aux secours réalisés en front de neige, ce forfait étant porté à **26 €** pour l'ensemble des autres interventions.

Frais d'ambulance

- **199 €** à partir de VALLORCINE pour un transport vers les cabinets médicaux d'ARGENTIERE, **210€** CHAMONIX et **215€** LES HOUCHES et **210€** vers l'hôpital de CHAMONIX,
- **292 €** pour un transport vers SALLANCHES
- **Plus-value Mission SAMU 21.70€**

La participation dans le cas d'intervention d'un VSAV par le SDIS, pour le transport d'un skieur blessé pris en charge par le service des pistes, sera de **166€**.

➤ **19/08/15 Régie d'exploitation des remontées mécaniques de la Poya – Tarifs complémentaires**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'utilité de voter des tarifs complémentaires liés à l'activité du domaine de la Poya.

- Dans le cadre de séminaires sur le domaine proposition d'un tarif de 4€ par personne pour l'accès au domaine,
- Heures de damage sur demande : 150€ HT de l'heure et de 250€ HT de l'heure pour un damage nécessitant le treuil
- Heures de motoneige avec chauffeur : 80€ HT de l'heure

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Accepte les tarifs complémentaires proposés tels que définis plus haut

➤ 19/08/16 Demande de subvention - SGEP

Monsieur le Maire rappelle l'obligation d'établir un schéma directeur et de gestion des eaux pluviales. Il informe le conseil municipal de la possibilité de déposer une demande de subvention auprès du département de la Haute-Savoie à hauteur de 20%.

À ce titre, Mr le Maire précise qu'en parallèle de la fin de révision du PLU, une première partie a été réalisée par le cabinet NICOT afin de pouvoir répondre techniquement à d'éventuelles demandes des services de l'État.

Par conséquent, cette demande intervient après une première phase de travaux.

Il reste cependant une partie conséquente de ce travail à réaliser.

Mr le Maire demande donc au département de la Haute-Savoie de bien vouloir prendre en considération la demande pour l'ensemble de l'étude à réaliser, bien qu'une partie sommaire ait été déjà réalisée.

Considérant que la réalisation de ce SGEP (Schéma de Gestion des Eaux Pluviales) est nécessaire à une bonne gestion des eaux pluviales et leur infiltration, la commune envisage de faire réaliser le reste du document cette année 2020.

Le travail réalisé en 2019 correspond à une dépense de 12 786 € TTC ; il reste donc pour finaliser ce document à entreprendre la fin de ce schéma à hauteur de 20 634€ TTC.

La demande de subvention telle que décrite ci-dessus prendra en compte la réalisation de l'ensemble du SGEP, espérant que le Conseil Départemental de la Haute-Savoie saura comprendre la situation d'urgence qui nous a conduit en 2019 à réaliser cette première phase en adéquation avec la révision du PLU.

Ce projet s'établit comme suit :

Principaux postes de dépenses	Montant TTC
	TVA non récupérable
Dépenses d'investissement	
<i>Elaboration du SGEP (réalisé en 2019)</i>	12 786 €
<i>Elaboration du SGEP (à réaliser en 2020)</i>	20 634 €
TOTAL	33 420 €

RECETTES

Ressources (origine du financement)	Type d'aide	Montant TTC	taux
Conseil départemental		6 684 €	20%
TOTAL des subventions publiques HT			
Autofinancement		26 736 €	80%
TOTAL GENERAL		33 420 €	100%

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le plan de financement tel que présenté plus haut,
- Autorise monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès du département de Haute-Savoie.

➤ 19/08/17/18 indemnité du receveur

Commune de Vallorcine

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'indemnité prévue dans les dispositions du décret 82.979 du 19 novembre 1982 et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 avait été accordée au Receveur municipal de Vallorcine.

Considérant les services rendus par madame le receveur municipal au cours de l'exercices 2019, après en avoir délibéré le Conseil municipal, **décide** de maintenir le principe de l'octroi d'une indemnité de conseil soit un montant de 534.55 € au taux de 100%.

Régie d'exploitation de la Poya

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'indemnité prévue dans les dispositions du décret 82.979 du 19 novembre 1982 et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 avait été accordée au Receveur municipal de Vallorcine.

Considérant les services rendus par madame le receveur municipal au cours de l'exercices 2019, après en avoir délibéré le Conseil municipal, **décide** de maintenir le principe de l'octroi d'une indemnité de conseil soit un montant de 286.64 € au taux de 100%.

➤ **19/08/19 Commune de Teil – Aide d’urgence**

Le 11 novembre 2019, un séisme d’une magnitude de 5.4 sur l’échelle de Richter a frappé la ville du Teil en Ardèche.

La commune a subi des dégâts considérables et exceptionnels qui se chiffrent en millions d’euros. A ce jour, 895 habitations sont touchées, de nombreux édifices publics sont détruits : 4 écoles, l’espace culturel, 2 églises, le centre socioculturel, de nombreuses voiries, une partie de l’hôtel de ville.

Le maire de Teil a lancé un appel solennel au don à toutes les communes et Intercommunalités de France.

La commune souhaite s’inscrire dans cette démarche de solidarité.

C’est pourquoi, Madame, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d’allouer une subvention exceptionnelle à la commune du TEIL.

Cette subvention pourrait être de 419 €.

Ceci étant exposé, il est donc demandé à l’assemblée délibérante d’adopter les termes de la délibération suivante :

La commune de Vallorcine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

Entendu le rapport de présentation,

Considérant que la commune souhaite s’associer à l’élan national de solidarité en faveur de la commune de TEIL,

DECIDE

Article 1 : d’autoriser Madame, Monsieur, le Maire à verser une subvention exceptionnelle de 419 € à la commune de TEIL.

Article 2 : de donner pouvoir à Madame, Monsieur, le Maire pour signer tous les documents relatifs à cette décision

➤ **19/08/20 Maison NOUFFLARD – fixation du loyer**

Monsieur le Maire rappelle les difficultés de recruter des saisonniers car la pénurie et les loyers à Vallorcine ne leurs permettent pas de se loger.

Au vu de ce constat, monsieur le Maire propose de louer en partie la maison NOUFFLARD au Couteray à un saisonnier du foyer fond.

Il propose de fixer un loyer de 300€ plus les charges (fuel et EDF).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l’unanimité :

- Autorise monsieur le Maire à louer en partie la maison NOUFFLARD au Couteray,
- Fixe le loyer à 300€ plus les charges.

➤ **n°19/08/23 Régularisation foncière – Plan Envers**

Afin de régulariser l’emprise foncière de la voirie communale sur les parcelles 3492, 3491, 3488, 3487, 4929 et 4929 au Plan Envers suite à une demande d’urbanisation du propriétaire monsieur Thierry BERGUERAND, les parties se sont entendues pour que ces emprises soient échangées contre la parcelle 3484.

Il est entendu que les surfaces devront être équivalentes, et que pour se faire, l’accord de monsieur Patrice BERGUERAND, propriétaire de la parcelle 3492 est nécessaire. Si toutefois, la surface de la parcelle 3484 n’était pas suffisante, la parcelle 4912 attenante à la parcelle 3484 pourrait être grevée de la surface nécessaire dans les conditions ci-dessous :

- Les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la commune.
- Si d'éventuels réseaux publics étaient présents sur la parcelle 3484, il conviendra de faire réaliser les conventions de passage nécessaires.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Autorise cette régularisation dans les conditions citées ci-dessus.

Monsieur Gérard BURNET, 1^{er} adjoint, rappelle que ces terrains ont été pris par la commune mais qu'aucune régularisation n'a jamais été faite. Si l'intérêt public de réalisation des voiries communales n'est pas discutable, la régularisation de ces situations ne l'est pas non plus et doit être faite.

Informations sur la mise en œuvre des pouvoirs délégués

➤ n°19/08/21 Maîtrise d'œuvre – Toilettes publiques du Buet et du chef Lieu

Monsieur le Maire rappelle la mise en concurrence concernant la maîtrise d'œuvre pour la création de toilettes publiques au Buet et au chef-lieu.

Trois architectes ont répondu au courrier et au cahier des charges.

C'est le cabinet LAFORCE PEPIJN de Chamonix qui a été retenu :

- Toilettes publiques et aménagement du Buet pour 7 840€HT
- Toilettes publiques du chef-lieu 9 520.00€HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le choix du cabinet d'architectes LAFORCE PEPIJN pour la réalisation des deux opérations,

➤ n°19/08/22 Marché de l'Eglise – Avenant Lot 1 et lot 3

Monsieur le Maire rappelle les travaux de l'Eglise de Vallorcine. Deux lots nécessitent de prendre des avenants :

- **Le lot 1 Terrassements et drainage attribué à l'entreprise SAN SEGUNDO** pour un montant initial du marché de 52 260€HT.

Dans un but économique, une chaufferie collective a été programmée dès le début des études du projet de restauration de l'église pour chauffer 2 bâtiments proches l'un de l'autre :

- EGLISE : Maître d'ouvrage des travaux de restauration : Mairie de Vallorcine.
- PRESBYTERE : Travaux de rénovation du bâtiment en vue d'aménager des logements pour les saisonniers : Maître d'ouvrage : Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc.

Cette chaufferie à granulés de bois sera installée dans le sous-sol du presbytère. Un réseau de chaleur enterré sera installé sur le domaine public pour relier la chaufferie à l'église.

Les travaux projetés pour les rénovations de l'église et du presbytère devaient être menés en parallèle.

Or à ce jour, un décalage est constaté entre les 2 chantiers :

- Le chantier du presbytère a pris du retard, et les marchés ne sont pas encore attribués.
- Le chantier de l'église avance régulièrement : Les travaux extérieurs sont en cours d'achèvement ; Quant aux travaux intérieurs, ceux-ci concernent essentiellement des travaux de décoration (enduits spéciaux, peintures décoratives, travaux d'ébénisterie et de menuiserie, pose de parquet,

etc..) qui nécessitent impérativement la mise en service du chauffage qui devra être effective au mois de mars 2020.

Conformément au code de la commande publique, le maître d'ouvrage applique les articles suivants :

L2194-1.2° : Des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires (voir préambule ci-avant).

L2194-1.6° : Les modifications sont de faible montant : Le montant des travaux pour effectuer la tranchée nécessaire à la création du réseau de chaleur est de 5 281,00 € HT.

Le maître d'ouvrage estime qu'il est inconcevable de lancer un appel d'offres uniquement pour cette prestation, d'autant plus que l'éloignement géographique de Vallorcine ne rend pas cette consultation intéressante pour une entreprise non locale.

En conséquence, le maître d'ouvrage ne juge pas utile de créer une mise en concurrence et décide d'attribuer les travaux à l'entreprise SAN SEGUNDO qui est présente sur le site pour effectuer les travaux du lot Terrassements / Drainage sur le pourtour de l'église.

Ces travaux de terrassements et de remblayage pour créer le réseau de chaleur entraînent une plus-value par rapport au marché initial :

Pour un montant de 5 281,00 € HT.

- **Le lot 3 Maçonnerie patrimoniale, enduits, démolition tribune à l'entreprise DELUERMOZ** pour un montant initial de 138 425.60€HT et un avenant n°1 pour un montant de 27 505.00€HT.

Dans les mêmes circonstances que lot 1 et dans le cadre de l'installation de la chaufferie collective, il convient de prendre en compte les éléments suivants :

conformément au code de la commande publique, le maître d'ouvrage applique les articles suivants :

L2194-1.2° : Des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires.

L2194-1.3° : Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues (Décalage imprévu des 2 chantiers alors que la chaufferie située sous le presbytère est commune) ; Le maçon qui effectuera les travaux dans le presbytère n'est pas connu à ce jour.

L2194-1.6° : Les modifications sont de faible montant (par rapport aux enjeux de l'avancement du chantier).

Compte-tenu de la non présence d'un maçon pour la rénovation du presbytère alors que les travaux de la chaufferie auraient fait partie de son marché, il est très difficile de créer un appel d'offres uniquement pour cette prestation de chaufferie.

Compte-tenu de l'absence d'un maçon pour la réalisation du presbytère, de l'éloignement géographique de Vallorcine, de l'urgence à réaliser les travaux, et du montant des ceux-ci, le maître d'ouvrage ne juge pas utile de créer une mise en concurrence et décide de consulter le maçon présent sur le chantier de l'église. Ce dernier a toutes les compétences pour effectuer ces travaux spéciaux inhérents à la chaufferie, à savoir :

- Une étude réalisée par le bureau de structures Roger TODESCO préconise des travaux spécifiques pour reprendre des charges à l'étage supérieur du presbytère : Reprise en sous-œuvre avec mise en place de profilés métalliques en plafond, création d'une dalle coupe-feu 2h en plafond en remplacement d'un plancher bois, etc..).

- Ultérieurement, le montant des travaux sera réparti entre la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc et la commune de Vallorcine.

Ces travaux de maçonnerie pour aménager la chaufferie collective entraînent une plus-value par rapport au marché initial : pour un montant de 31 500,00 € HT.

Dans le projet initial, une rampe extérieure de 4,00 mètres de longueur est mise en œuvre pour l'accès des personnes à mobilité réduite à l'intérieur de l'église.

Lors d'une visite de l'Architecte des Bâtiments de France, la rampe prévue devra être prolongée afin que le départ de cette dernière soit aligné avec le nu extérieur de la façade du clocher, soit un rallongement de 3,40 mètres de longueur.

La longueur définitive de la rampe est donc portée à 7,40 mètres.

D'autre part, lors du terrassement des fondations de la rampe, il s'avère que le palier haut du parvis n'est pas fondé correctement. Des travaux de blocage du palier doivent être entrepris par la mise en place de gros béton en sous-œuvre.

Ces travaux complémentaires entraînent une plus-value par rapport au devis de base ; Pour un montant de 7 544,40 € HT

Soit un total pour l'avenant n°2 de 39 044.40€HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve la signature des deux avenants concernant les travaux de l'Eglise,

➤ **n°19/08/23 Régie d'exploitation de la Poya – Changement de mode de billetterie**

Monsieur le Maire rappelle la création de la régie d'exploitation de la Poya et le choix d'une billetterie en papier.

Vu la convention passée avec la compagnie du Mont blanc et pour simplifier la billetterie de la régie, le directeur propose la mise en place de badges et d'un système informatique.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le nouveau système de forfaits pour la régie d'exploitation de la Poya,

- **Refuge de Loriaz**

Exploitation du refuge communal de Loriaz :

JF Deshayes fait part au conseil municipal d'un fait nouveau suite à l'annonce par le délégataire actuel à la fin du printemps 2019 de sa volonté de cesser l'exploitation de la DSP. Suite à cette annonce le conseil municipal avait décidé de rechercher un accord amiable pour mettre fin au contrat de DSP et lancer une consultation pour placer le refuge de Loriaz en location pour l'été 2020 et l'hiver 2020/21.

Mi-novembre le délégataire actuel a fait part à la commune de son intérêt pour finalement reprendre l'exploitation de la DSP et a souhaité connaître les éventuelles conditions posées par la commune pour accéder à sa demande.

Suite à une rencontre avec le délégataire le 10 décembre, la commune a indiqué au délégataire qu'elle n'était pas opposée à une poursuite de l'exécution de la DSP à condition que l'exploitation se poursuive selon les conditions fixées par le contrat DSP (exploitation été ET hiver en particulier) et qu'elle était ouverte à l'établissement d'un avenant par lequel le contrat de DSP serait transféré à une société constituée par le délégataire actuel (pour mémoire le contrat a été signé avec le délégataire agissant en tant que personne physique).

La commune est en attente d'une confirmation officielle par courrier des intentions du délégataire.

- **DECISION MUNICIPALE N°03/2019**

Objet : convention d'occupation du domaine public – Chalet Buvette de la Cascade de Bérard

Le Maire de Vallorcine,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
- VU la délibération n°14/06/06 en date du 14 mai 2014 portant délégation du Conseil Municipal au Maire dans les matières énumérées à l'article susvisé et notamment pour « décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas 12 ans »,
- VU la décision municipale n° 01/2019 en date du 15 février 2019, aux termes de laquelle la Commune a décidé de mettre à disposition de mesdames BONNEFOY et SAVIANE le chalet buvette de la Cascade de Bérard et ses abords, relevant du régime de la domanialité publique, en vue de l'exploitation d'une activité de buvette et petite restauration, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence réalisée en respect des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- VU la décision Municipale n° 02/2019 en date du 27 mars 2019, décalant la date de prise d'effet de la convention d'occupation et corrigeant une erreur matérielle sur le montant de redevance prévue en son article 3,
- VU la convention d'occupation du chalet buvette de la cascade de Bérard conclue le 27 mars 2019 entre la Commune de Vallorcine et Mesdames BONNEFOY et SAVIANE,
- **Considérant** que des travaux actuellement menés sur le site de la cascade de Bérard et sur la piste forestière menant au site depuis la RD 1506 ont nécessité la fermeture anticipée de la Buvette au 16 septembre 2019, soit environ un mois avant la date de fin de saison habituelle, occasionnant aux occupants un manque à gagner dans l'exploitation de la buvette mise à disposition,
- **Considérant** que les parties ont décidé d'un commun accord de réduire la redevance annuelle due au titre de l'exercice courant du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020, hors période hivernale, et de porter le montant de celle-ci à hauteur de 1600 euros,

- **DECIDE**

- **Article 1** –La redevance annuelle due, hors exploitation hivernale, au titre de l'exercice courant du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020, portera sur un montant de 1600 euros (MILLE SIX CENT EUROS) en lieu et place de 2000 euros (DEUX MILLES EUROS).
- **Article 2** – Les autres dispositions de la convention d'occupation conclue le 27 mars 2019 demeurent applicables et inchangées.
- **Article 3** – Monsieur le Maire et Madame la Receveur Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Questions diverses :

DECISION D'INTENTION D'ALIENER

Le Maire donne lecture des Demande d'Intention d'Aliéner suivantes pour lesquelles la commune ne veut pas user de son droit de préemption :

Mme REVUZ
Orange
Ind ANCEY

La Villaz, la Combaz
Morzay-Plan droit
Les Biolles

A 907, 910, 920, 1104, 1141, 4541
A 5061
B 276, 278, 275